

La FRANCE en crises

1 – La société

UNE ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE PROBLÉMATIQUE dès les années 80

La crise fait chuter brutalement la natalité qui de 874 000 naissances en 1973 passe à 720 000 naissances en 1976. Malgré les efforts de redressement de l'Etat (qui relance la politique familiale en 1980-1981), la population française vieillit et les déséquilibres apparaissent. Ainsi, le vieillissement de la population (papy-boom) compromet l'équilibre de la Sécurité Sociale et la réduction du temps de travail. Alors qu'en 1965, on comptait 3, 5 actifs pour un retraité, le ratio devient de 2, 15 pour un en 1990, et si les tendances démographiques actuelles se confirment, le ratio devrait être de 1, 9 d'ici 2010, date à laquelle coïncident l'arrivée à la retraite des baby-boomers et la décroissance de la population active liée à la baisse de la natalité depuis 1965. Le fameux "contrat entre les générations" risque donc d'être rompu. D'où d'âpres débats liés à l'âge de départ en retraite et à son mode de financement.

UNE STRUCTURE FAMILIALE RECOMPOSÉE

Deuxième enjeu d'importance après la question des retraites, celle de la refonte de la politique familiale. En effet, outre la baisse de la natalité, d'autres modifications ont profondément affecté la structure familiale :

- **Le recul du nombre de mariages** (416 000 en 1972, 265 000 en 1992)
- **L'augmentation considérable du nombre de divorces** : "l'indice de divortialité" atteint 33% en 1990.
- **L'essor du concubinage** : les couples non mariés représentent environ 10% du total des couples en 1992 alors qu'une naissance sur trois au moins se fait hors du mariage
- **L'augmentation du nombre de familles monoparentales** : elles sont environ un million en 1990.

L'ensemble de ces mutations de la structure familiale pose naturellement l'enjeu d'une réorganisation de la politique familiale pour répondre à ces évolutions. De plus, ces mutations appellent également un changement de mentalités au sein de la famille elle-même. Étant donnée la proportion qu'a désormais pris l'activité féminine, une réorganisation des tâches est nécessaire au sein de la cellule familiale, réorganisation qui semble actuellement bien loin d'être mise en place : ainsi, le temps que l'homme consacre aux travaux domestiques ne varie pratiquement pas avec le nombre d'enfants et n'a quasiment pas augmenté au cours des 25 dernières années. On est loin des évolutions perçues dans les pays nordiques, par exemple.

LE PROBLÈME DE L'EMPLOI

Mais l'enjeu premier que pose « la crise », c'est surtout celui de l'emploi. 700 000 en 1974, les chômeurs passent 2, 5 millions en 1984 et le cap des 3 millions de chômeurs est franchi dans les années 1990. Récession générale de l'activité, absence de qualification ou formation professionnelle inadaptée au marché du travail, telles sont les racines du mal, plus sensible en France que dans les pays européens comparables et qui touche

surtout les couches les plus fragiles de la société : jeunes, immigrés, femmes, ouvriers en sont les victimes hétérogènes.

Ce chômage développe une frange de la société en panne d'insertion et où se recrutent les "nouveaux pauvres" (terme apparu dès les années 80) alors que parallèlement, l'inégalité de répartition des revenus et du patrimoine augmentent. La société française menace de se scinder en deux. D'où la lecture binaire de la société par certains géographes (France abritée, France exposée) voire politologues (France satisfaite et ouverte, France malheureuse et repliée).

L'ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS RÉGIONALES

De la même façon qu'il touche les couches de la société française de manière inégale, le chômage affecte les régions françaises avec la même inégalité. Certaines régions sont littéralement sinistrées. Ce sont les régions où le déclin du secteur secondaire fait des ravages. Les grands bassins sidérurgiques comme les pôles de l'activité textile ou minière n'arrivent pas à se reconverter (dans le Nord - Pas de Calais, la Lorraine, le Bassin de la Loire). De même, des régions agricoles entières sont sinon à l'abandon du moins « en déprise » (la moyenne montagne française notamment).

2 – L'économie

RETOURNEMENT DE LA CONJONCTURE ET DÉPRIME DES ANNÉES 90

La France, tout comme le reste de l'Europe continentale, entre en récession tardivement comparativement aux économies anglo-saxonnes, à la fin de l'année 1989.

L'économie française est durement frappée par l'affaiblissement de la demande extérieure en particulier venant d'Allemagne et l'instabilité monétaire en Europe. La sortie du Royaume-Uni et de l'Italie du Système monétaire européen les 16 et 17 septembre 1992 et les dévaluations de leurs monnaies entame largement la compétitivité des entreprises françaises : les exportations s'affaiblissent de 5 % par trimestre à partir de l'automne 1992.

Cette récession des années 1992-1993 que la France est la première depuis 1975. La récession est relativement brève mais violente : la baisse du PIB s'établit à 0,5 % au dernier trimestre de 1992, et 0,9 % au premier trimestre 1993. Cette baisse est amplifiée par le recul des exportations vers les principaux partenaires commerciaux de la France, eux aussi entrés en récession à la fin-1992. La hausse du PIB en volume est limitée à 1,5 % en 1992 et enregistre une baisse de 0,9 % en 1993, la première baisse depuis 1975.

L'industrie est puissamment frappée par la récession : la production industrielle recule de 5,3 % en volume sur l'année 1993 marquée par un premier semestre très difficile et un redressement très modéré au second semestre⁶. Le secteur du bâtiment et des travaux publics est lui aussi touché avec une production en recul de 3,9 % en volume.

RECHUTE A LA FIN DU SIÈCLE

La dégradation de la situation internationale, marquée par des tensions au Moyen-Orient et le déclenchement de la Guerre en Irak, provoque un ralentissement de l'économie

mondiale au début de l'année 2003. La France parvient à échapper à une récession mais sa croissance est atone, limitée à 0,82 %. Les exportations françaises connaissent un recul historique (-2,1 %) alors que les importations augmentent à un rythme modéré (+0,9 %). C'est d'ailleurs en 2003 que la balance du commerce extérieur, excédentaire depuis le début des années 1990, redevient déficitaire (4,29 milliards d'euros de déficit en 2003).

3 – Le dérèglement du système politique

Les cohabitations

L'affaiblissement des quatre partis de gouvernement et la montée des votes protestataires

La réforme de 2002 et le choc « Le Pen »